

Quelle contribution des champs à la sociologie de l'action publique ?

Thomas Frinault

DANS **REVUE FRANÇAISE DE SCIENCE POLITIQUE** 2023/3 (VOL. 73), PAGES 496 À 499
ÉDITIONS **PRESSES DE SCIENCES PO**

ISSN 0035-2950

ISBN 9782724640441

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://www.cairn.info/revue-francaise-de-science-politique-2023-3-page-496.htm>



CAIRN.INFO
MATIÈRES À RÉFLEXION

Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...

Flashez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Presses de Sciences Po.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Quelle contribution des champs à la sociologie de l'action publique¹ ?

L'approche française des politiques publiques se signale, entre autres choses, par un certain tropisme sociologique, faisant la part belle aux acteurs et aux méthodes empiriques, que l'ouvrage collectif coordonné par Vincent Dubois entend prolonger et affermir. Probablement eût-il été utile de spécifier en quoi les deux entrées « politiques publiques » (titre) et « action publique » (sous-titre) se distinguent. Le postulat, aussi bien que le projet de connaissance, est formulé ainsi : « Comprendre une politique publique, son orientation, son style ou ses instruments, implique d'identifier les acteurs qui, à divers titres, contribuent à sa définition et, au-delà, de reconstituer la structure des relations sociales qui les unissent. » (p. 8) C'est à partir de cette proposition générale, consensuelle et déjà explorée au moyen de diverses notions (communautés, coalitions de cause, secteurs...), que l'ouvrage entend apporter sa pierre à l'édifice en convoquant la théorie bourdieusienne des champs (de force et de lutte), dont l'usage se révèle traditionnellement assez rare lorsqu'il s'agit d'étudier les politiques publiques, les « bourdieusiens » eux-mêmes s'étant finalement assez peu intéressés à l'élaboration des politiques (au sens sectoriel du terme). C'est l'un des intérêts du livre que de rappeler comment la théorisation des champs a été précédemment intégrée, ou au contraire exclue, dans la littérature en sciences sociales, avant de montrer comment elle peut être intégrée et pointer sa « plus-value » par rapport aux approches existantes. Il se veut le premier ouvrage collectif cherchant à explorer, de manière indissociablement théorique, méthodologique et empirique, la contribution de la théorie des champs à la sociologie de l'action publique, s'attachant aussi bien aux différenciations internes aux champs qu'aux relations entre champs.

Pour ce faire, l'ouvrage collectif ne propose pas moins de 18 chapitres – dont il n'est matériellement pas possible de rendre compte dans cette lecture critique – rédigés par des contributeurs chaque fois différents et qui, tous, convoquent

leurs travaux antérieurs pour (dé)montrer l'intérêt et, de manière plus ou moins appuyée, l'usage qu'ils ont fait de la théorie du « champ » pour analyser l'action publique. L'ensemble des chapitres offre un spectre large et varié, selon qu'il s'agit d'analyser l'orientation d'une politique dans le long terme (politique historique en Pologne, politique hydrique aux États-Unis, capitalisme agricole en Roumanie...), d'un volet très circonscrit d'une politique (la manière de chiffrer l'économie), d'une réforme (éducative), d'une décision (décision de ne pas lever l'embargo français sur les produits bovins britanniques) ou d'un espace de mise en œuvre (politique européenne de cohésion). À la diversité des secteurs d'action (économie, radicalisation, salubrité alimentaire, politique historique, procédure pénale...) s'ajoute celle des terrains nationaux mobilisés (français, européens, [sud-]américains). Les travaux s'appuient sur diverses méthodes d'analyse que les auteur-e-s présentent, en s'y attardant plus ou moins fortement : recours aux méthodes qualitatives (entretien, recherche documentaire et archivistique) ; recours privilégié à l'analyse des correspondances multiples, et plus secondairement à l'analyse des réseaux sociaux et aux enquêtes par questionnaire... Il eût probablement été utile de définir certains termes, comme « taux de variance » ou « taux d'inertie modifiés », sans postuler que le bagage soit déjà acquis chez tous les lecteurs.

L'ensemble des développements se distribue en six parties (de deux à cinq chapitres), chacune incarnant à sa manière la géométrie variable des champs et la manière de les faire fonctionner. Parce que le champ est avant tout une construction intellectuelle qui sert à penser des terrains et des objets, il ne répond à aucune liste limitative *a priori*. Il peut ainsi revêtir des formes évidentes ou nettement constituées, ou au contraire se décliner sous la forme de champs « intersiteil » ou « faible ». Quand la première partie repart du champ sectoriel comme espace de position et de relation lié à la formulation de politiques publiques, la deuxième se concentre sur le « champ bureaucratique », concept ou notion (les deux sont utilisés) que Pierre Bourdieu a lui-même introduit dans ses travaux sur la genèse de l'État (puis développé avec Rosine Christin avec

1. À propos de l'ouvrage de Vincent Dubois, *Les structures sociales de l'action publique. Analyser les politiques publiques avec la sociologie des champs*, Vulaines-sur-Seine, Éditions du Croquant (Action publique), 2023, 568 p., index.

l'étude de la politique du logement). En s'intéressant aux conseillers et experts, les contributeurs de la troisième partie étudient des « espaces » (chapitre 9) ou « champs » (chapitre 10) interstitiels qui répondent moins strictement aux critères définitionnels du champ. On regrettera au passage le relatif mutisme définitionnel autour de l'expertise tant son multipositionnement fait précisément assumer des positions et prises de position fort différentes. Plutôt que de privilégier une entrée par un champ particulier, la quatrième partie analyse des relations qui s'établissent entre plusieurs champs (bureaucratique, médiatique, scientifique, entrepreneurial...) et les décisions qui en découlent. La cinquième partie propose d'appliquer la théorie des champs à l'étude de processus des politiques publiques (décision, mise en œuvre, circulation). Si le chapitre sur les grands travaux mitterrandiens donne toutes les clefs au lecteur pour saisir de concert rapports de force et processus décisionnels, celui sur la politique de cohésion communautaire nous semble davantage explorer l'hypothèse d'un champ de la mise en œuvre qu'analyser le processus de mise en œuvre lui-même. Le suivant, qui porte sur la combinaison des espaces de circulation et d'importation des modèles (dont la rédaction est parfois inutilement compliquée), voit dans l'exploration des « champs nationaux d'action publique » le moyen d'analyser les circulations internationales à partir d'une approche globale, cohérente et historicisée, déclinée empiriquement sur la réforme de la procédure pénale en Amérique latine. Les deux contributions de la sixième et dernière partie ont en commun de repartir d'espaces supranationaux. La première appréhende l'eurocratie comme un champ bureaucratique avant de voir ce qu'elle fait aux processus décisionnels (révision statutaire des agents européens, politique économique européenne), quand la seconde contribution, assez largement théorique et programmatique, propose, elle, l'hypothèse d'un champ politique international défini comme un espace international dans lequel les États et leurs interactions sont globalement pris, délimitant un espace des possibles (à l'image ici de choix en matière nucléaire).

Saisir la logique ayant présidé à ce découpage n'est pas évident, aussi bien en ce qui concerne le rassemblement des chapitres – le leitmotiv d'« éclairer des processus de politiques publiques » pour intégrer la cinquième partie semble assez flou – que pour ce qui concerne le

découpage et l'enchevêtrement des parties. Le chapitre sur la production des politiques économiques au Pérou anticipe la partie suivante sur le « champ bureaucratique », quand celui de la dernière partie sur l'eurocratie se propose d'analyser les institutions européennes comme un champ bureaucratique. Le chapitre consacré aux grands travaux présidentiels analyse « l'action publique et les relations entre champs », soit le titre de la partie précédente. Probablement y a-t-il une forme bricolée, imputable au fait de devoir regrouper et ordonner des travaux de recherches menées préalablement et séparément. Cela n'entame évidemment pas l'intérêt de chacune des contributions, et les auteurs nous convainquent sans peine de l'intérêt, et même de la nécessité, qu'il y a à analyser et à comprendre la structure sociale, soit l'ensemble des protagonistes et leurs interdépendances, derrière les politiques publiques. Et les travaux centrés sur les communautés, les réseaux, les coalitions de cause et d'intérêt, les forums, les arènes, ou encore les groupes d'intérêt et le lobbying, y contribuent déjà par ailleurs (à leur manière). Repartant de la théorie des champs, les contributions dessinent à chaque fois une structuration topographique fine des champs et des sous-champs, peuplés d'agents efficaces aux capitaux multiples (social, académique, international...) qui engagent leurs stratégies (choix sous contraintes) à partir de rapports de force et dans des rapports de lutte. Les oppositions sont autant verticales qu'horizontales, tout n'étant pas affaire de domination. Il ressort de l'ensemble une centralité récurrente des logiques professionnelles, au principe des hiérarchies et des divisions (échelle de prestige, spécialisation des savoirs et compétences, public-privé...). Cette approche par les champs permet de déconstruire des entités parfois trop réifiées et désincarnées – bureaucratie, médias, entreprises, Commission européenne... – pour en révéler l'hétérogénéité, comme elle cherche à dépasser des distinctions parfois durcies entre niveaux d'action publique (international, européen, national, local). Au fil des cas empiriques mobilisés, le lecteur est convaincu que ce n'est pas parce que « le jeu est structuré qu'il n'y a pas de jeu » pour reprendre la formule proposée par Didier Georgakakis. La sociologie des champs ne se réduit ainsi d'aucune manière à une sociologie de la reproduction. Au contraire, ce sont les transformations des champs qui contribuent à leur niveau à changer les politiques. C'est l'une des vertus de ce livre, même si cela ne figure pas au rang des ambitions affichées,

que de mettre en avant le changement dans l'action publique (rapport au privé et aux alliances avec le privé au Pérou, chiffrage de la croissance, politique historique en Pologne...), là où une part significative des recherches met en exergue l'inertie dans les politiques publiques. Une autre qualité indéniable du livre est d'éviter le piège de la duplication *ad nauseam* de cas empiriques au service d'une base théorique commune. Mises bout à bout, les contributions révèlent au contraire la richesse et la variété des terrains, des questionnements et de la manière de mobiliser la sociologie des champs.

Parce que l'ouvrage n'a ni vocation, ni l'intention de supporter un projet exhaustif d'analyse de l'action publique, il faut en accepter l'effet de cadrage délimitant ce qui rentre dans le champ, si on peut dire, tout en étant conscient de ce qui reste hors champ. On peut être convaincu – comme tout le monde aujourd'hui – des limites du modèle séquentiel, et néanmoins considérer comme essentiels les objets et problématiques que désigne chacune des séquences. En se centrant souvent sur les processus décisionnels, les contributions relèguent à la marge des questions aussi essentielles que la construction des problèmes publics ou la mise en œuvre.

Si nous repartons de la proposition faite de croiser théorie des champs et analyse des politiques publiques, la question est de savoir si nous ne sommes pas en présence d'une forme de porte-à-faux entre des chapitres qui s'attachent à expliquer une politique à partir d'un seul champ, et la somme des chapitres qui montre *in fine* comment plusieurs champs sont à l'œuvre dans l'action publique. Par ailleurs, l'absence de partie sur le champ politique, même si ce dernier est mobilisé par éclipses, reste inexplicite. L'impasse apparaît d'autant plus dommageable qu'il y a un fort enjeu de compréhension autour de l'articulation entre la « politique électorale » et la « politique des problèmes », et que les autonomisations sous-disciplinaires aboutissent ordinairement à scinder les travaux de sociologie politique (peu enclins à tenir compte des politiques) et ceux d'analyse des politiques publiques (peu familiers du métier politique et des logiques électorales, et négligeant les dimensions proprement politiques des politiques publiques). Nous savons par ailleurs combien les phases de politisation d'un dossier bousculent la configuration des rapports de force et des luttes entre acteurs routiniers. Longtemps, l'ouvrage nous semble osciller entre

une sociologie plutôt centrée sur les décisions politiques, et qui entre finalement assez peu dans l'analyse des champs (première partie notamment, chapitre 14), et une analyse des champs qui semble trop se détourner des décisions, et davantage encore de la fabrique des décisions. Le projet annoncé en titre d'étudier « les structures sociales de l'action publique » semble fidèlement poursuivi, quand la promesse du sous-titre d'« analyser les politiques publiques avec la sociologie des champs » se dérobe. Car, c'est bien le champ, avec son mode de pensée dispositionnel et relationnel, qui devient le premier objet d'attention, plus que les politiques elles-mêmes. Même si l'analyse du champ appellerait en soi, dans certains cas, quelques compléments. Le lecteur en sait par exemple trop peu sur les raisons qui, dans le chapitre sociohistorique consacré à la politique canadienne de salubrité alimentaire, font que les « analystes » ont pu occuper une position dominante au sein de la bureaucratie et développé une conception de l'intérêt public relativement affranchie des groupes d'intérêt (agricoles), à la différence du voisin états-unien. Plus généralement, c'est bien l'influence de la variable structurée comme variable structurante de l'action publique qui semble alors reléguée (en fin de chapitres). Par exemple, le chapitre consacré aux transformations de la politique brésilienne caractérise hâtivement ces dernières (tournant néo-libéral, approche développementaliste, libéralisme modéré...) pour mieux se consacrer à une sociologie positionnelle – propriétés et liens – des protagonistes étudiés (présidents de la BNDES). Le cas échéant, les politiques publiques finissent presque par disparaître complètement, à l'image du chapitre consacré aux *think tanks* dont l'objectif est davantage d'interroger le concept de champ interstitiel (à côté des « espaces entre les champs ») que d'expliquer ce que les *think tanks* font aux politiques.

C'est pourquoi la série de chapitres qui s'ouvre à partir de la quatrième partie nous paraît opérer un recentrage salutaire au sens où les auteurs s'attachent à faire tenir ensemble l'étude de champs en interaction avec la fabrique des décisions, et qu'ils renseignent avec ce souci du détail aussi bien les positions des protagonistes que la généalogie des décisions (maintien de l'embargo français sur la viande bovine britannique, évolution et de la politique historique en Pologne, façonnement du capitalisme agricole

roumain, luttes définitionnelles entre conservateurs et novateurs autour des grands travaux miterrandiens). La « réussite » des chapitres ne tient pas seulement au cadrage et à l'équilibre (articuler champ et politiques) mais aussi à la possibilité matérielle de les faire vivre. La longueur très inégale des contributions – allant de 8 à 37 pages – aboutit en effet à ce que leurs auteurs accordent une place très contrastée à leurs développements empiriques, aux côtés des considérations plus générales et théoriques (elles-mêmes plus ou moins étayées). On peut regretter que certains cas soient restitués sur un mode relativement allusif, quand d'autres bénéficient de tout le confort en signes pour nous convaincre pleinement de l'intérêt d'observer le champ, pour lui-même et pour les politiques qui s'y rattachent.

Thomas Frinault -
Université Rennes II, Arène

Politisation du sport en Russie : les supporters de football au service du nationalisme¹ ?

L'ouvrage d'Ekaterina Glorizova est tiré d'une thèse de science politique soutenue à l'Université libre de Bruxelles en 2018 sous la direction de Jean-Michel de Waele. Il est remarquable à plusieurs titres. Sur le plan théorique, il apporte une contribution majeure à la sociologie politique du sport et plus précisément du supportérisme. Il s'agit ensuite d'un travail empirique d'une grande richesse qui combine des entretiens approfondis avec des supporters de statuts sociaux et d'âges différents (l'auteure est russo-phone), une immersion dans l'univers supportériste (tribunes, réseaux sociaux) et l'analyse d'articles de presse et de médias supportéristes (sites spécialisés et émissions retransmises sur YouTube). Enfin, dans le contexte dramatique de l'agression russe de l'Ukraine, il nous permet de comprendre comment, depuis la période soviétique jusqu'à aujourd'hui, le nationalisme russe s'est bâti dans l'opposition aux périphéries de la Russie et comment l'arène sportive permet des

expressions et des pratiques politiques en interaction avec les pouvoirs qui tentent de les contrôler, de les instrumentaliser sans nécessairement toujours y parvenir.

En nous plongeant dans l'univers des supporters russes, l'auteure s'intéresse ainsi aux liens entre passion du football et politique dans le contexte russe et questionne plus largement le processus de politisation du sport à partir de l'angle du supportérisme. En ce sens, il s'agit bien d'un ouvrage de sociologie politique permettant de comprendre comment les expressions d'un nationalisme radical se déploient dans les milieux supportéristes. Il s'agit aussi d'une sociologie de la passion et des émotions collectives s'étendant bien au-delà du football qui peut parfois sembler un alibi pour mettre en scène des appartenances, des identifications politiques radicales. S'inscrivant dans la sociologie de la connaissance de Peter Berger et Thomas Luckmann, l'auteure propose d'articuler le niveau micro de l'analyse (supportérisme et politisation individuelle), le niveau méso (liens des supporters avec les différents mouvements nationalistes russes) et enfin le niveau macro (prise en compte des effets de structure, liés au contexte politique et social russe).

Les trois premiers chapitres suivent une logique diachronique et portent sur les effets du contexte sociopolitique russe de la période soviétique à la période contemporaine. Dans le premier chapitre, s'appuyant sur des lectures de spécialistes de l'Union soviétique et de la Russie, elle rappelle que le football est un élément central de la culture urbaine prérévolutionnaire et le restera durant l'ensemble de la période soviétique. Dès son importation sur le territoire russe par des commerçants et marins britanniques le football va être le vecteur d'identités nouvelles et le catalyseur d'oppositions sociales (élites vs ouvriers), nationales (russes vs étrangers) et régionales, voire ethniques (Moscou vs Odessa/Saint-Petersbourg) qui perdureront. Dans la période soviétique, l'État promeut un sport soviétique, la *fizcultura* (culture physique), avec des objectifs politiques (libérer le sport de ses dérives capitalistes) et hygiénistes (lutter contre les phénomènes sociaux indésirables comme l'alcoolisme et la prostitution). Le sport sert également de vecteur de construction nationale dans une union

1. À propos de l'ouvrage d'Ekaterina Glorizova, *Le football en Russie. Anatomie d'une passion politique*, avant-propos d'Aude Merlin, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2021 (Science politique). 240 p.